



## DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL

### FINANCES 1.3

N° : 2024-10-44

Nombre de membres composant

le Conseil Municipal : 33

Membres en exercice : 32

### L'AN DEUX MILLE VINGT-QUATRE, LE DIX-HUIT OCTOBRE

LE CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE DU RAINCY, DUMENT CONVOQUE PAR M. LE MAIRE, S'EST ASSEMBLE AU LIEU ORDINAIRE DE SES SEANCES, EN SESSION ORDINAIRE

#### Date de convocation :

12 octobre 2024

#### Date d'affichage :

12 octobre 2024

#### VOTE :

Pour : 32

Contre : 0

Abstention : 0

**Présents** : Jean-Michel GENESTIER, Chantal RATEAU, Montasser CHARNI, Marie-Thérèse CORDONNIER, Didier GERVAIS, Sonia BEAUFREMEZ, Annie SONRIER, Michel BARRIERE, Noëlle SULPIS, Arlette ACOCA, Gilbert MINELLI, Michel NUGUES, Patricia BIZOUERNE, Nicolas REDON, Steve EGOUNLETI, Thomas VAUTRIN, Nathalie RIBEMONT, Nicolas CUADRADO, Nicolas RONDEPIERRE, Corinne RAOULT, Michel ROUBY, Patricia DJOSSOUVI, Jocelyne PAIGNON, Olivier BELLATON, Bernard CACACE, Didier BELOT, Lydia TCHARLAIAN, Pierre-Marie SALLE

**Absents et représentés** : David PEREIRA (pouvoir à Lydia TCHARLAIAN), Sandrine LADISA (pouvoir à Corinne RAOULT), Sacha CAUDRON (pouvoir à Sonia BEAUFREMEZ), Marc LAMBLIN (pouvoir à Bernard CACACE)

**SECRÉTAIRE DE SEANCE** : Thomas VAUTRIN

#### Objet :

**ADOPTION D'UN REGLEMENT BUDGETAIRE ET FINANCIER POUR LA VILLE DU RAINCY**

**RAPPORTEUR : Monsieur le Maire**

### NOTE DE SYNTHÈSE :

Dans le cadre de la nomenclature M57, l'adoption d'un règlement budgétaire et financier devient obligatoire pour les communes de plus de 3500 habitants.

Il est proposé au Conseil Municipal d'adopter le règlement budgétaire présenté en pièce jointe. Celui-ci décrit à la fois les règles et obligations de la commune en matière budgétaire, mais aussi ses processus de vote et d'exécution de son budget.

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** l'article 106 de la loi n° 2015-991 du 07 août 2015 dite NOTRe,

**VU** l'arrêté interministériel du ministre de la Cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales et du ministre de l'Action et des comptes publics du 20 décembre 2018 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M57 applicable aux collectivités territoriales uniques,

**VU** l'avis favorable de la Commission Vie municipale du 9 octobre 2024,

**CONSIDERANT** que la Commune souhaite adopter la nomenclature M57 à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025, et a obtenu un avis favorable du Comptable Public,

**CONSIDERANT** que la nomenclature M57 est devenue la norme comptable pour les collectivités et qu'elle impose de se doter d'un règlement budgétaire et financier,

**LE CONSEIL MUNICIPAL APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE DE :**

**ARTICLE 1 : ADOPTER** le règlement budgétaire et financier annexé à la présente délibération,

**ARTICLE 2 : DIRE** qu'ampliation de cette délibération sera transmise au Préfet et au Comptable Public.

Ainsi fait et délibéré en séance les jour, mois et an  
suscits (au registre suivent les signatures),  
**POUR EXTRAIT CONFORME**

**Jean-Michel GENESTIER,**  
**Le Maire**



*La présente Délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif compétent ou d'un recours gracieux auprès de la commune ; étant précisé que celle-ci dispose d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'Article R 421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de, respectivement un et deux mois, pour saisir le Tribunal.*